



POUR VIVRE EN BROUSSE, L'EAU EST SOCLE DE TOUT DÉVELOPPEMENT (PUY-DE-DÔME)

Depuis 2006, l'association **Vivre en Brousse**, basée dans le Puy-de-Dôme, contribue, via l'installation de puits et de forages, à relancer l'essor d'une région rurale au sud de Dakar, au Sénégal.



Les membres de l'association **Vivre en Brousse**

“ Il est très important
d'aider les gens à
exprimer leurs besoins. ”

La loi n'a pas attiré les feux des médias lorsqu'elle est parue au Journal Officiel le 10 février 2005. Pourtant, ce texte proposé par le sénateur Jacques Oudin, co-président du cercle français de l'eau, ouvre bel et bien une nouvelle porte. Elle permet à toutes les collectivités locales de France de consacrer jusqu'à 1 % du budget annexe de leurs services d'eau et d'assainissement à des actions de coopération internationale. C'est grâce à ce texte que l'association **Vivre en Brousse**, basée dans le Puy-de-Dôme, a pu se créer et monter un programme de développement du secteur rural de Louly au Sénégal, à 80 kilomètres au sud-est de Dakar. Les villages sont pauvres et l'exode des jeunes vers les villes rend le décollage de la région problématique. “Le député de ma circonscription, Jean Michel, savait que j'étais intéressée pour monter un projet là-bas, raconte Martine Moy, habitante de Charbonnières-les-Varennnes. Elle est co-fondatrice de **Vivre en Brousse**. Il m'a encouragé à monter une association pour donner un cadre légal à tout cela”.

À l'époque, les présidents des syndicats de l'eau de la région se sont rassemblés pour soutenir l'initiative. Dans le même temps, Martine Moy, qui avait déjà séjourné une première fois au Sénégal, y retourne avec un objectif : faire un audit de la situation sur place avant de se lancer définitivement. “C'était la première étape”, confirme cette dame de 58 ans, très touchée par la situation qu'elle a rencontrée là-bas.

Car dans le secteur de Louly, l'eau est rare. Il faut soit parcourir des kilomètres à pieds, soit creuser des puits. Mais construire un puits demande du savoir-



ENTRETIEN



Vivre en Brousse

Une vraie prise de conscience. »

Pour Martine Moy, principale animatrice de Vivre en Brousse, le projet est aussi synonyme de rencontre avec les gens de Louly.

D'où vous est venue l'idée de cette initiative ?

Tout a commencé en 2004. Je faisais un voyage touristique avec mon mari au Sénégal. Nous avons passé une journée dans la brousse. Nous y avons rencontré des locaux. Et là, j'ai été choquée par le travail des femmes. C'est à elles que revient la corvée d'eau. Elles portent la charge sur leur tête et sont accompagnées le plus souvent d'enfants qui eux-mêmes portent de l'eau. Elles marchent parfois 7 ou 8 kilomètres avant de trouver un puits. D'ici, on ne réalise pas le problème pour ces femmes. Il y a l'eau des marigots, qui est souvent plus près que celle des puits. Mais moi, je n'en prendrai même pas pour laver ma voiture ! Pour moi, ça a été une vraie prise de conscience.

Comment avez-vous mis le projet en marche ?

J'en ai parlé autour de moi, aux amis. On se dit qu'on va faire quelque chose, et puis rien ne se passe. Fin 2004, j'ai rencontré Jean Michel. Il est député de la circonscription où je vis à Charbonniers-les-Varennes. Il est également président de la Semerap, qui est le syndicat des eaux local qui regroupe environ 150 communes. C'est lui qui m'a appris que la loi Oudin était sur le point de passer. Et il a proposé de faire plus que de financer simplement un ou deux puits. Moi, je n'étais pas partie pour monter une association. Et puis les choses se sont enchaînées.

Qu'est-ce qui est important dans ce type de projet pour que ça marche ?

Il est très important d'aider les gens à exprimer leurs besoins. Nous avons organisé de nombreuses réunions de village pour faire accoucher les désirs des uns et des autres. Il fallait absolument que chacun s'exprime. Même entre eux, c'est parfois compliqué. Il n'y pas de notion d'avenir là-bas. L'avenir, pour eux, c'est demain. Prévoir, anticiper pour préparer ce qui arrivera plus tard, c'est une notion culturelle difficile à intégrer.

Sur place, comment se passe le travail ?

Je me rends là-bas environ quatre fois par an. Les choses avancent à leur rythme. On vous donne rendez-vous à 9 heures, et les gens n'arrivent que deux heures plus tard. La réunion dure cinq heures et vous occupe toute la journée... Ces gens-là sont désormais comme une seconde famille pour moi. Je suis très attachée à eux. ■

faire. Or les habitants sur place n'ont pas été formés. De retour de ce séjour de repérage, Martine Moy lance un premier programme qui s'étale de 2006 à 2008. Le projet phare en est le forage profond de M'Backombel. Il va chercher l'eau à 104 mètres de profondeur, est équipé d'une pompe manuelle et d'un château d'eau. 80 panneaux solaires complètent l'installation et alimentent un moteur. Parallèlement, 75 puits sont creusés.

"De nombreuses réunions"

C'est là qu'intervient le second volet du projet : la formation. Pour les travaux, Martine Moy veut bien faire appel à un puisatier local mais à une condition : employer des gens des villages pour les former. Et visiblement, le principe fonctionne très bien puisque plusieurs personnes participent de manière active et sur la durée, au chantier des puits et des forages.



Vivre en Brousse

Reste à utiliser au mieux cette eau. Dans les villages, elle a trois fonctions : alimentaire, pour boire ; hygiénique, pour faire sa toilette ; elle sert enfin pour le maraîchage. Martine Moy : "Nous avons organisé de nombreuses réunions". L'idée était de sensibiliser les gens. À l'hygiène : ramasser les excréments des bêtes autour d'un puits. Au maraîchage : l'eau permet à la population locale de varier les cultures et donc l'alimentation. Avant, en dehors de la saison des pluies, il n'y avait pas de possibilité de culture. Les habitants faisaient essentiellement du mil, du sorgho, du bissap et des arachides. "Les gens se sont mis à faire des tomates, des oignons, des piments", explique Martine Moy. Signe du succès de cette initiative, les autorités locales ont demandé dès 2008 la mise en place d'un second programme, mais à une plus grande échelle. Il est toujours en cours. Et pour cause, les répercussions d'un tel projet dépassent largement le simple cadre de l'eau. C'est tout le tissu économique et social qui en récolte les bénéfices. Les jeunes partent moins vers les villes. Les forces vives restent, un préalable à toute politique de développement efficace. Les activités maraîchères se sont nettement accrues. Et les petites filles, qui auparavant accompagnaient leurs mères au puits sur des kilomètres, vont aujourd'hui à l'école. ■

Le programme de développement du secteur de Louly concerne une dizaine de villages. Soit 10 000 personnes environ et près de 3 500 têtes de bétail. L'ensemble des réalisations s'étale entre 2006 et 2011 et se répartit entre deux programmes. Pour le premier, de 2006 à 2007, environ 170 000 euros ont été investis, dont 70 000 financés par l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Pour le second programme, toujours en cours, 496 000 euros ont déjà été investis. 72 puits répartis sur 5 villages ont été creusés ; 6 forages profonds et 4 régénérations de forages existants. Sans oublier la construction de dix châteaux d'eau dont un alimenté à l'énergie solaire. ■